Européennes 2019 - Réunions publiques du Pardem

Le 10-03-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF



Par le Parti de la Démondialisation
Le 10 mars 2019

REUNIONS PUBLIQUES SUR LES VRAIS ENJEUX DE L'ELECTION EUROPEENNE

Le Pardem mène campagne pour le boycott des élections au parlement européen du 26 mai 2019.
Des réunions publiques sont organisées partout en France pour débattre des véritables enjeux des Européennes. De nouvelles dates sont ajoutées au fil des **semaines**. VENEZ DEBATTRE !

Les réunions qui se sont tenues :

- **Jeudi 14 mars à Langon (Gironde) - Salle du 14 juillet, 20 cours du 14 juillet à 18h30**
- **Samedi 16 mars à Limoges (Haute Vienne) - Salle du temps libre Léo Lagrange (derrière la mairie) à 14h00**
- **Jeudi 21 mars à Bordeaux (Gironde) - Salle Athénée municipale, place Saint-Christoly à 18h00**
- **Vendredi 22 mars à Lille (Nord) - Brasserie le Flore, 11 place Rihour à 18h30**
- **Vendredi 29 mars 2019 à Aunay-sur-Odon (Calvados) - Hôtel de la place à 18h00 et 20h30**
- **Samedi 13 avril à Limoges (Haute Vienne) - Salle du temps libre Léo Lagrange (derrière la mairie) à 15h00**
- **Jeudi 18 avril à Versailles (Yvelines) - Hôtel des Roys 14 avenue de Paris à 19h30**
- **Vendredi 19 avril à Saint-Potan (Côtes d'Armor) - Lieu-dit Bouguenel (réunion fléchée) à 18h30**
- **Samedi 20 avril à Paris - AGECA, 177 rue de Charonne de 18h30 à 21h00**
- **Jeudi 25 avril à Alençon - Petite salle Baudelaire, rue Porchaine à 18h00**

- **Mardi 30 avril à Laigle - Salle Jules Ferry, rue Marcel Guiet à 18h00**
- **Vendredi 3 mai à Carcassonne - Bistrot d'Augustin, à 18 h00**
- **Jeudi 9 mai à Ver-sur-mer - chez Yves Rouillé 9, rue d'Asnelle, à 18h00**
- **Lundi 13 mai à Caen - Pizzeria "Le Vezuvio", place des Quatrans à 18h00**
- **Jeudi 16 mai à Orvault (près de Nantes) avec Christophe Jousseaume du M17, François Boulo, Ramzi Kebaïli et Michèle Dessenne (Pardem) - au Forum Titi Floris, 7, rue Louis Blériot, 44700 Orvault à 19 h**

- **Vendredi 17 mai à Nice - C'Factory, 1 place Yves Klein à 18h00**

En réalité de quoi s'agit-il ?

D'envoyer des parlementaires français siéger dans un parlement sans aucun pouvoir de changer une seule virgule aux Traités internationaux, au Traité de fonctionnement de l'UE, au Traité de Lisbonne. Ce parlement est tout simplement bidon ! Tous les textes qu'il examine sont rédigés et présentés par la Commission européenne. Le parlement n'a pas la liberté de son ordre du jour, il n'a pas l'initiative des lois, il ne peut même pas amender les textes ! Siéger au Parlement européen, c'est comme pisser dans un violon !

Prenons un exemple : plusieurs parlementaires français ont voté non au CETA (traité de libre-échange en matière agricole entre le Canada et l'Union européenne). Mais le CETA a été adopté à la majorité du Parlement européen et est en cours d'application. Certains pays de l'Union européenne pensent bénéficier de ce traité. D'autres, comme la France, seront les grands perdants. La France ne comptant que 74 députés sur 751, la messe est dite !

Les grands bénéficiaires seront les gros producteurs canadiens (puis états-uniens) qui utilisent des procédés anti-écologiques et nocifs pour la santé.

Un autre exemple ? Les politiques économiques, sociales, environnementales sont totalement soumises au Traité de Lisbonne, s'appliquant à tous les pays de l'Union européenne. Ce traité fut adopté en 2008 par les parlementaires français, bafouant ainsi le NON au TCE de 2005 ! Notons que ce traité a été intégré à la Constitution française. Il interdit de mener tout autre politique que la concurrence. Par conséquent il ne permet ni de sauvegarder l'agriculture française, ni les emplois, ni d'interdire les délocalisations, ni d'échapper à tous les lobbys qui ont pignon sur rue à Bruxelles.

A cela les parlementaires européens ne peuvent rien changer ! Elus, ils acceptent les règles du jeu totalement néolibérales qui régissent leur mandat !

Allez, encore un exemple ?

L'Union européenne est en réalité une institution supranationale qui a mis sous tutelle les pays membres et les peuples. Les parlements nationaux sont inféodés au Traité de Lisbonne et ne peuvent prendre aucune décision contrevenant aux Traités signés par l'Union européenne.

Les Gilets jaunes mobilisés depuis des mois, revendiquent une série de mesures en faveur du pouvoir d'achat, des services publics et la mise en place d'un RIC (référendum d'initiative citoyenne). Ils veulent le pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple. Aucune mesure significative de ce type ne peut être prise dans le cadre du Traité de Lisbonne. Quelle que soit sa couleur politique, quelle que soit sa position sur l'Union européenne, aucun parlementaire européen ne peut agir en faveur des revendications des Gilets jaunes.

Alors pourquoi envoyer des élus au Parlement européen ?

Pour avoir un pouvoir de dénonciation ? Pour recycler des élus nationaux sans siège ? Pour faire croire qu'ils feront avancer l'Europe sociale, l'écologie ? Pour utiliser son droit de vote qui serait *a priori* un acte démocratique même quand l'élection ne changera rien ?

Nous répondons que nous ne voulons pas participer à cette manipulation.

Le Parlement européen a fait la preuve de son impossibilité institutionnelle et politique à agir pour l'intérêt des peuples. Il n'est qu'un leurre de démocratie inventé pour faire croire aux peuples qu'ils peuvent avoir un impact sur les orientations de l'Union européenne. C'est faux !

Et vous qu'en pensez-vous ? D'accord, pas d'accord ? Apportez vos arguments au débat. Au-delà des campagnes partisanes des partis politiques qui vont à la pêche aux voix, le Pardem n'a aucun poste à gagner, ne cherche à obtenir aucune indemnité de parlementaire européen.

EN SAVOIR PLUS :

Signez l’appel au boycott citoyen des élections européennes !

Les Gilets jaunes et l’Union européenne

Jacques Nikonoff clarifie le débat sur les élections européennes

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire